

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSC/10
25 novembre 2004

(04-5141)

Comité des engagements spécifiques

RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DES ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2004)

1. Depuis le rapport annuel 2003 au Conseil du commerce des services, le Comité des engagements spécifiques a tenu quatre réunions formelles: le 4 décembre 2003, le 22 mars 2004, le 23 juin 2004 et le 28 septembre 2004.¹ Pendant la période considérée, les travaux du Comité ont porté sur trois points: l'examen des questions se rapportant à l'article XX:2 de l'AGCS; les questions de classification et les questions se rapportant à l'établissement des listes.

I. EXAMEN DES QUESTIONS SE RAPPORTANT À L'ARTICLE XX:2 DE L'AGCS

2. Comme l'a prescrit le Conseil du commerce des services (session ordinaire), le Comité a examiné les questions se rapportant au paragraphe 2 de l'article XX de l'AGCS à ses réunions du 4 décembre 2003 et du 22 mars 2004. Des discussions de fond ont eu lieu sur la base d'une note du Président (JOB(03)/213) et d'une communication de la Suisse (JOB(03)/214). De nombreuses délégations ont pris part aux débats qui ont révélé des divergences persistantes au sujet de l'interprétation juridique du chevauchement entre les articles XVI et XVII de l'AGCS. Certaines délégations estimaient qu'une interprétation claire et cohérente de ce chevauchement était possible mais d'autres en doutaient. Plusieurs délégations considéraient qu'il serait intéressant de continuer à étudier une solution pratique dans le cadre des négociations en cours sur les services. De plus, certaines délégations ont fait observer que la solution éventuelle ne devrait pas avoir d'incidence sur les engagements existants et qu'il faudrait aussi examiner la relation entre les engagements existants et les nouveaux engagements. À la suite de la réunion du 22 mars 2004, le Président a présenté un rapport factuel sur les débats au Conseil du commerce des services (S/C/W/237).

II. QUESTIONS DE CLASSIFICATION

3. Le Comité a examiné une proposition de l'Indonésie concernant la classification des services liés à l'énergie (S/CSC/W/42) à toutes les réunions qu'il a tenues pendant la période considérée.

4. Le Comité a poursuivi l'examen des questions relatives aux services juridiques. À la demande des Membres, les documents de l'Association internationale du barreau ("Résolution en faveur d'un système de terminologie pour les services juridiques aux fins des négociations commerciales internationales" – JOB(04)/17) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ("Gérer les négociations menées sur la base des demandes et offres au titre de l'AGCS: le cas des services juridiques" – JOB(04)/77) ont été distribués. À la réunion du 28 septembre, un représentant de l'OCDE a présenté ce dernier document au Comité.

¹ Les rapports de ces réunions figurent dans les documents S/CSC/M/31, S/CSC/M/32, S/CSC/M/33 et S/CSC/M/34. Ils doivent être lus parallèlement au présent rapport.

III. QUESTIONS SE RAPPORTANT À L'ÉTABLISSEMENT DES LISTES

5. Pendant la période considérée, le Comité a examiné deux communications du Brésil contenant des questions préliminaires sur les offres initiales (JOB(03)/189 et JOB(04)/12).

6. Le Comité a en outre examiné des communications de Hong Kong, Chine (JOB(04)/81 et JOB(04)/133) et du Taipei chinois (JOB(04)/82) portant sur un certain nombre de questions relatives à l'établissement des listes. À la demande des Membres, le Secrétariat a établi une liste de documents concernant la révision des lignes directrices pour l'établissement des listes de 2001 (JOB(04)/97).
